



Le 23 mars 2020

Lettre des syndicats aux dirigeants des pays du G20 à propos de la COVID-19

Les syndicats qui représentent la main-d'œuvre des pays membres du G20 et du monde entier réclament une action coordonnée de la part des dirigeants des pays du G20. Il est essentiel qu'une riposte générale à la pandémie de COVID-19 veuille à protéger la santé de tous les citoyens, ainsi que les revenus et les emplois de toutes les personnes qui travaillent afin de préserver la continuité de l'activité économique et la stabilité de l'économie réelle.

Mesdames, Messieurs,

Nous tenons à remercier celles et ceux d'entre vous qui ont déjà agi avec détermination dans leur pays pour apporter un soutien vital aux systèmes de santé et préserver la santé des personnels en première ligne. Nous vous demandons maintenant d'agir ensemble pour étendre cette coordination en collaborant rapidement avec d'autres pays vulnérables.

De la même façon, nous saluons celles et ceux d'entre vous qui ont étendu les mesures citées ci-après aux travailleurs et nous demandons à toutes et tous de veiller à apporter un soutien identique à l'ensemble de la main-d'œuvre, indépendamment de la relation de travail. Travailleurs indépendants ou autonomes, de l'économie des plateformes ou de l'économie informelle et travailleurs migrants, tous ont besoin de sécurité en ces temps difficiles et l'économie réelle a besoin que les travailleurs et leurs familles aient la possibilité de payer leurs factures, d'acquérir des biens vitaux et de bénéficier de services essentiels. Ces mesures doivent être mises en œuvre avec la participation des partenaires sociaux grâce au dialogue social afin d'accroître leur efficacité et d'en garantir un soutien populaire.

- Des congés payés dès le premier jour d'absence
- Une protection des salaires/des revenus
- La gestion de la réduction des heures de travail si nécessaire, avec le soutien du gouvernement pour optimiser la sécurité de revenu
- L'allègement des prêts immobiliers, des loyers et des prêts
- Une protection sociale universelle et un accès gratuit aux soins de santé
- Une aide pour la garde des enfants des travailleurs en première ligne, qu'ils travaillent dans la santé, dans des supermarchés, des pharmacies ou autres.

Nous sommes conscients que les entreprises peuvent aussi avoir besoin de soutien, mais nous prions les gouvernements qu'ils accordent la priorité aux petites et moyennes entreprises et qu'ils exigent de toutes les sociétés bénéficiant d'aides de conserver les emplois et de répondre favorablement aux mesures de soutien pour les travailleurs décrites ci-dessus. Aucune entreprise ne devrait pouvoir bénéficier d'une aide publique et ensuite licencier du personnel ou le forcer à prendre des congés sans solde!

En ce qui concerne les sociétés multinationales, nous demandons que vous exigiez de celles qui disposent de sièges dans vos pays qu'elles s'engagent à honorer leurs obligations découlant de contrats de fourniture et à l'égard des travailleurs de leurs chaînes d'approvisionnement.

En outre, l'aide humanitaire que vous destinez aux pays en développement doit avant tout soutenir des services de santé pour toutes et tous et financer la mise en place de systèmes de protection sociale universels, prévoyant des indemnités de chômage, la protection de l'enfance et de la maternité, ainsi que diverses prestations. Dans tous les cas, la survie de l'humanité est la principale priorité.

Nous souhaitons également souligner, comme nous l'avons déjà fait auprès des organisations patronales, dont la Chambre de commerce internationale et l'Organisation internationale des employeurs, qu'il est impératif que les efforts vitaux de coordination mondiale veillent à préserver les voies d'approvisionnement, surtout pour le matériel médical, les denrées alimentaires et autres biens de première nécessité.

Nous avons appris avec une vive inquiétude que la semaine dernière, les restrictions à l'exportation auraient été doublées pour certains produits essentiels liés à la COVID-19. Nos syndicats nous font également part de retards extraordinaires pour les travailleurs des transports à cause de la fermeture des frontières. Les conséquences pourraient être désastreuses pour les personnes dans le besoin, les entreprises et la sécurité et la santé des travailleurs essentiels.

Si nous comprenons qu'il est tentant de se replier sur des intérêts exclusivement nationaux, la nature mondialement intégrée des chaînes d'approvisionnement ne peut pas, même si cela semble souhaitable, être remplacée par une production nationale pour augmenter autant que possible les chances du monde de minimiser le bilan d'un virus qui se joue des frontières.

De plus, en tant que dirigeants, nous vous demandons d'encourager la cohérence mondiale en collaborant avec les institutions internationales, dont l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale et, naturellement, l'Organisation mondiale de la Santé. Elles peuvent offrir des réponses et des services mondiaux en temps opportun et en se concentrant sur l'humain pour que l'aide satisfasse à ces exigences.

De la même façon, le Fonds monétaire international a un rôle essentiel à jouer. Il faut absolument que tous les soutiens financiers directs s'appuient sur les priorités précédemment citées, mais il est également fondamental de parvenir à coordonner la position des banques centrales et vos aides pour maximaliser les chances de stabilité. D'une façon générale, les effets économiques de cette crise pourraient être bien plus importants que ceux de la crise financière mondiale de 2008-2009, raison pour laquelle il est impératif d'agir ensemble.

Au-delà de ces mesures à court terme et des ripostes générales que vous adoptez pour protéger les populations et les entreprises, les syndicats se tiennent prêts, au travers du dialogue social avec les employeurs et le B20, à concevoir des politiques de reconstruction qui s'avéreront essentielles.

Seule une coopération mondiale efficace peut limiter les coûts humains et économiques potentiels de la pandémie de COVID-19, mais il faudra pour cela que nous travaillions tous ensemble.

Avec nos meilleures salutations,

Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale



Pierre Habbard, Secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE

